

Note Turquie-Kurdistan n°7

3 mai 2017



La note est publiée par le groupe de travail Turquie- Kurdistan de la commission internationale de Solidaires.

Depuis le 16 avril, la Turquie est soumise à une nouvelle constitution qui entérine le régime dictatorial et les pratiques fascistes qui se développaient depuis au moins le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016. Ce bulletin a pour objectif de faire le point sur la situation et de mettre en valeur les initiatives prises par les syndicats de Solidaires afin d'en développer d'autres. La solidarité internationale est plus que jamais nécessaire.

Au Sommaire :

Un référendum truqué
Le non a gagné : résistances
Le Rojava bombardé
Solidarités ici

Edito

Le pouvoir a donc décidé de que le "oui" l'avait emporté en Turquie et annonce un potentiel référendum sur le rétablissement de la peine de mort. De nombreuses personnes ont bravé l'état d'urgence pour manifester durant des jours contre cette décision autoritaire et dénoncer les fraudes.

Après un résumé de ce qu'il s'est passé, cette note présente plusieurs initiatives de solidarité ayant eu lieu ou prévues, comme le criaient les manifestant-e-s "ce n'est qu'un début, continuons le combat". C'est pourquoi la commission internationale s'est donnée comme objectif de recueillir 10 000 euros pour soutenir les syndicalistes licenciés en Turquie. Une goutte d'eau dans la solidarité nécessaire, mais on ne le dira jamais assez, toute aide est bonne à donner.

LES CONDITIONS D'UN SCRUTIN TRUQUÉ

Inutile de revenir sur les conditions antidémocratiques dans lesquelles s'est déroulée la campagne. En résumé, selon les chiffres donnés par le HDP, en 85 jours de campagne 2 462 personnes ont été mises en garde à vue et 453 ont été emprisonnées. Le scrutin et les conditions de sa tenue poursuivent la pente dictatoriale prise par le pouvoir avec de nombreuses irrégularités et de violations des règles électorales que même les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et du Conseil de l'Europe présents sur place ont dénoncé. D'après ces instances, les manipulations concerneraient au moins 2,5 millions de bulletins (rapporté par le site indépendant Komnews).

Manuel de fraude

- Des électeurs et électrices ont été forcé.e.s à voter en dehors de l'isoloir, alors que le dépouillement s'est fait en excluant les assesseurs et observateurs pro-non tout particulièrement dans les régions kurdes (membres du HDP ou fonctionnaires syndiqué.e.s à KESK), renversant ainsi les règles fondamentales d'un processus de vote (secret du vote, publicité du dépouillement).
- Trois personnes qui protestaient contre des irrégularités ont été tuées par un membre de l'AKP (Komnews).
- Dans les régions kurdes, il a été observé une présence de l'armée et de la police jusqu'à proximité immédiate des urnes. Bourrages d'urnes, le CHP (parti kémaliste pro-non) et le HDP ont dénoncé un décalage entre les signatures sur les listes et le nombre de bulletin dans les urnes (vote à répétition d'une même personne). A Suruç (Kurdistan, proche frontière syrienne), un député du HDP a lui rapporté qu'a été découvert dans un chantier de construction un sac rempli de bulletins tamponnés "non" (dans certains endroits, aucun vote "non" n'a été enregistré) [source : journal Evrensel].
- Le Haut Conseil a aussi décidé en cours de scrutin d'accepter les bulletins et les enveloppes non tamponnés du sceau officiel.

